

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Otterburn Park

Code géographique : 57030

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Dominique Valiquette, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Otterburn Park pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____

Date

2020-08-24

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil de la Ville d'Otterburn Park

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville d'Otterburn Park (l'« entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville d'Otterburn Park au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville d'Otterburn Park inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S-14, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Par Robert Arbour CPA, auditeur CA

Montréal le 24 août 2020

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations	
		2019	2018
Revenus			
Taxes	1	11 194 720	10 597 598
Compensations tenant lieu de taxes	2	94 016	89 725
Quotes-parts	3		
Transferts	4	291 669	583 578
Services rendus	5	550 191	606 023
Imposition de droits	6	714 239	520 838
Amendes et pénalités	7	242 187	239 491
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	222 556	186 968
Autres revenus	10	245 404	233 704
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	13 554 982	13 057 925
Charges			
Administration générale	14	2 090 509	1 935 941
Sécurité publique	15	2 801 225	2 854 075
Transport	16	2 853 267	2 747 277
Hygiène du milieu	17	2 929 582	2 829 474
Santé et bien-être	18		
Aménagement, urbanisme et développement	19	360 383	320 010
Loisirs et culture	20	1 843 025	1 630 582
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	411 548	330 058
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	13 289 539	12 647 417
Excédent (déficit) de l'exercice	25	265 443	410 508
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	37 150 414	36 739 906
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		
Solde redressé	28	37 150 414	36 739 906
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	37 415 857	37 150 414

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 558 330	5 245 226
Débiteurs (note 5)	2	5 244 451	5 283 158
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	173 327	154 060
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	7 976 108	10 682 444
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	608 234	506 399
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 445 740	2 501 305
Revenus reportés (note 12)	12	202 265	113 770
Dette à long terme (note 13)	13	13 820 507	14 505 764
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	167 721	158 893
	15	17 244 467	17 786 131
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(9 268 359)	(7 103 687)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	46 325 910	43 780 708
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	4 817	4 461
Autres actifs non financiers (note 17)	20	353 489	468 932
	21	46 684 216	44 254 101
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	37 415 857	37 150 414

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations	
		2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	265 443	410 508
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(4 791 751)	(6 389 328)
Produit de cession	3	540 148	1 720
Amortissement	4	1 875 914	1 799 452
(Gain) perte sur cession	5	(169 514)	(1 549)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(2 545 203)	(4 589 705)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	(356)	559
Variation des autres actifs non financiers	10	115 443	(354 675)
	11	115 087	(354 116)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13	1	(1)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(2 164 672)	(4 533 314)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(7 103 687)	(2 570 373)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(7 103 687)	(2 570 373)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(9 268 359)	(7 103 687)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	265 443	410 508
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 875 914	1 799 452
Autres			
- Gain perte sur cession d'immob	3	(169 514)	(1 550)
- Ajustement immos RISIVR	4	415 988	
	5	2 387 831	2 208 410
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	38 707	536 108
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(55 565)	991 687
Revenus reportés	9	88 495	14 632
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	8 828	(1 880)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(356)	559
Autres actifs non financiers	13	115 443	(354 675)
	14	2 583 383	3 394 841
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(4 791 751)	(6 389 328)
Produit de cession	16	540 148	1 720
	17	(4 251 603)	(6 387 608)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(51 116)	(26 888)
Remboursement ou cession	19	31 849	30 760
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(19 267)	3 872
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	204 920	5 679 055
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 296 897)	(1 132 506)
Variation nette des emprunts temporaires	25	101 835	(1 428 363)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(9 267)	(48 753)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(999 409)	3 069 433
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(2 686 896)	80 538
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	5 245 226	5 164 688
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	5 245 226	5 164 688
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	2 558 330	5 245 226

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La ville d'Otterburn Park est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par le conseil composé de six conseillers et un maire.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté à la page S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2, S-23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne.

La Ville participe au partenariat suivant :

- Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée du Richelieu (10,57%)
- Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (4,37%)
- Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu (10,80%)
- Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de la Vallée-du-Richelieu (19,16%)

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

- Régie intermunicipale du service animalier de la Vallée-du-Richelieu (5,82%)

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges aux cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers**Trésorerie et équivalent de trésorerie**

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement.

b) Actifs non financiers**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures: 15, 20 et 40 ans

Bâtiments: 40 ans

Véhicules: 10, 15 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau: 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipement: 10, 15 et 20 ans

Amélioration locatives : période de 10 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

D) PassifsFrais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur ;

les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés;

les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les transferts (subvention) en provenance des gouvernements sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****F) Avantages sociaux futurs****Régimes retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les crédateurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Provenant de consolidation régie de police Richelieu Saint-Laurent**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pouvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010 .

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La ville est apparentée avec tous les organismes décrits dans la section Périmètre comptable et partenariat, qui se trouve dans les principales méthodes comptables. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi que les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités. Les principaux dirigeants sont les membres du conseil, ainsi que le directeur général de la ville.

La ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. Aucune transaction n'a été conclue entre la ville et ses principaux dirigeants, leurs

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

proches parents et les entités pour lesquels ces personnes ont le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 2 558 330	5 245 226
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 2 558 330	5 245 226
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	2 570 700
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 424 922	346 012
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 3 805 703	4 049 520
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 174 974	338 069
Organismes municipaux	15 540 040	262 532
Autres		
- - Amendes, fact.diverses,	16 295 217	287 025
- - Avances et dépôt en trans	17 3 595	
	18 5 244 451	5 283 158
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 2 524 644	3 712 007
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 2 524 644	3 712 007
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 18 719	18 719
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	173 327	154 060
Autres placements	31		
	32	173 327	154 060
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Fonds de franchises - UMQ

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(167 721)	(158 893)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>(167 721)</u>	<u>(158 893)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	157 364	152 294
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	146 740	102 712
Régimes de retraite des élus municipaux	42	10 599	10 339
	43	<u>314 703</u>	<u>265 345</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

10. Emprunts temporaires

La Ville a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 1 000 000 \$ aux taux préférentiel. Au 31 décembre 2019, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	961 302	992 693
Salaires et avantages sociaux	48	509 694	237 725
Dépôts et retenues de garantie	49	892 588	1 193 748
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- - Intérêts courus sur dette	53	82 156	77 139
-	54		
-	55		
-	56		
-	57		
	58	2 445 740	2 501 305

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	62 265	59 338
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	140 000	43 720
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
-	68		10 712
-	69		
-	70		
-	71		
	72	202 265	113 770

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

						2019	2018
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	2,90	2020	2038	73	13 270 345	14 193 971
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3,25	3,25	2020	2023	77	226 690	361 977
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,65	3,90	2020	2022	79	423 748	40 825
Autres					80		
					81	13 920 783	14 596 773
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(100 276)	(91 009)
					83	13 820 507	14 505 764

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2020	84	92	1 095 597	100	58 061	109	117	1 153 658
2021	85	93	994 338	101	55 396	110	118	1 049 734
2022	86	94	963 852	102	44 820	111	119	1 008 672
2023	87	95	856 785	103	38 067	112	120	894 852
2024	88	96	1 115 612	104	38 742	113	121	1 154 354
2025 et +	89	97	8 470 850	105	188 663	114	122	8 659 513
	90	98	13 497 034	106	423 749	115	123	13 920 783
Intérêts et frais accessoires			107 ()		124 ()
	91	99	13 497 034	108	423 749	116	125	13 920 783

Note

	2019	2018
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(9 268 359)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127 ()
Autres	128 ()
	129	(9 268 359)
		(7 103 687)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	3 878 990	158		185		212	3 878 990
Eaux usées	131	11 409 058	159		186		213	11 409 058
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	28 802 246	160		187		214	28 802 246
Autres	133	2 090 434	161		188		215	2 090 434
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	8 202 125	163		190		217	8 202 125
Améliorations locatives	136	49 181	164	14 452	191		218	63 633
Véhicules	137	2 927 726	165	513 731	192	1 015 984	219	2 425 473
Ameublement et équipement de bureau	138	1 205 517	166	24 369	193	1 200	220	1 228 686
Machinerie, outillage et équipement divers	139	5 618 250	167	364 634	194	344 678	221	5 638 206
Terrains	140	691 817	168		195		222	691 817
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>64 875 344</u>	170	<u>917 186</u>	197	<u>1 361 862</u>	224	<u>64 430 668</u>
Immobilisations en cours	143	<u>8 648 418</u>	171	<u>3 874 565</u>	198		225	<u>12 522 983</u>
	144	<u>73 523 762</u>	172	<u>4 791 751</u>	199	<u>1 361 862</u>	226	<u>76 953 651</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	403 952	173	96 975	200		227	500 927
Eaux usées	146	3 645 630	174	285 227	201		228	3 930 857
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	14 347 359	175	784 462	202		229	15 131 821
Autres	148	345 704	176	104 522	203		230	450 226
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	3 056 958	178	205 053	205		232	3 262 011
Améliorations locatives	151	48 185	179	518	206		233	48 703
Véhicules	152	1 971 417	180	151 251	207	834 889	234	1 287 779
Ameublement et équipement de bureau	153	1 063 549	181	64 092	208	1 200	235	1 126 441
Machinerie, outillage et équipement divers	154	4 860 300	182	183 814	209	155 138	236	4 888 976
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>29 743 054</u>	184	<u>1 875 914</u>	211	<u>991 227</u>	238	<u>30 627 741</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>43 780 708</u>					239	<u>46 325 910</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240	160 010	243	452 838	245	39 763	247	573 085
Amortissement cumulé	241	(101 174)	244	(48 667)	246	(39 486)	248	(110 355)
Valeur comptable nette	242	<u>58 836</u>					249	<u>462 730</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Assurance	256	52 330
-	257	366 186
-	258	
Autres		
- - Dépôt sur immobilisations	259	195 843
- - Autres - Organismes consolid	260	105 316
	261	353 489
		468 932
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

s.o.

b) Auto-assurance

La ville assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme pour l'ensemble de son personnel.

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

c) Poursuites

La Ville a des réclamations contre elle pour une somme d'environ 150 000 \$.

La Ville croit au bien-fondé de sa défense et fera valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de cette poursuite, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

Provenant de la consolidation de la Régie de Police Richelieu Saint-Laurent

Au cours de l'exercice, la Régie de police a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée.

La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

La Régie de police fait l'objet de deux réclamations totalisant 495 000 \$ qui ont été intentées par deux citoyens suite à deux incidents survenus sur son territoire. Les audiences pour chacun de ces dossiers sont présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et les montants que la Régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant ces poursuites sera enregistré dans les résultats de l'exercice en cours.

La quote-part de la Ville est de 4,37%.

Provenant de la consolidation de la Régie intermunicipale des Services animaliers de la Vallée-du-Richelieu

Au cours de l'exercice, une plainte a été déposée contre la Régie au Tribunal administratif du travail.

Une entente de principe a été conclue pour cette plainte et une somme d'environ 30 000 \$ sera déboursé par la Régie. Ce montant sera comptabilisé dans l'exercice où l'entente sera signée.

La quote-part de la Ville est de 5,82%.

d) Autres**ENVIRONNEMENT**

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans le domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

de financement, puisque les travaux effectués jusqu'à présent ne sont pas complets.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalizations 2019		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	10 597 598	11 071 905	11 194 720		11 194 720
Compensations tenant lieu de taxes	2	89 725	78 000	94 016		94 016
Quotes-parts	3					3 491 685
Transferts	4	571 757	510 630	192 092		13 020
Services rendus	5	497 695	215 500	403 769		146 422
Imposition de droits	6	520 838	506 400	710 649		3 590
Amendes et pénalités	7	4 300	4 000	3 100		239 087
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	171 967	100 000	200 224		22 332
Autres revenus	10	168 286	5 500	225 248		20 156
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	12 622 166	12 491 935	13 023 818		3 936 292
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					327 685
Transferts	15					86 557
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17	53 148				
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20	53 148				414 242
	21	12 675 314	12 491 935	13 023 818		4 350 534
Charges						
Administration générale	22	1 878 700	1 917 385	2 031 741	58 768	2 090 509
Sécurité publique	23	2 456 973	2 315 330	2 650 002	159 908	2 778 520
Transport	24	2 314 243	2 328 745	2 408 679	444 588	2 853 267
Hygiène du milieu	25	2 039 551	2 293 670	2 265 886	519 416	1 176 445
Santé et bien-être	26					
Aménagement, urbanisme et développement	27	296 756	351 930	336 509	23 874	360 383
Loisirs et culture	28	1 456 961	1 766 750	1 664 771	178 254	1 843 025
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	217 489	388 935	280 647		130 901
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32	1 348 818		1 384 808	(1 384 808)	
	33	12 009 491	11 362 745	13 023 043		4 085 866
Excédent (déficit) de l'exercice	34	665 823	1 129 190	775		264 668
						265 443

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalizations 2018	Budget 2019	Réalizations 2019		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	665 823	1 129 190	775	264 668	265 443
Moins: revenus d'investissement	2	(53 148)	()	()	(414 242)	(86 557)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	612 675	1 129 190	775	(149 574)	178 886
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	1 348 818		1 384 808	491 106	1 875 914
Produit de cession	5			510 047	30 101	540 148
(Gain) perte sur cession	6			(179 327)	9 813	(169 514)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 348 818		1 715 528	531 020	2 246 548
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	30 760		31 849		31 849
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	30 760		31 849		31 849
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				(42 344)	(42 344)
Remboursement de la dette à long terme	17	(850 037)	(1 129 190)	(1 024 061)	(241 769)	(1 265 830)
	18	(850 037)	(1 129 190)	(1 024 061)	(284 113)	(1 308 174)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(26 888)	()	(51 116)	(9 793)	(60 909)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	94 500			11 866	11 866
Excédent de fonctionnement affecté	21	151 000			26 220	26 220
Réserves financières et fonds réservés	22	(102 736)		(35 776)	12 268	(23 508)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(17 327)	(17 327)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	115 876		(86 892)	23 234	(63 658)
	26	645 417	(1 129 190)	636 424	270 141	906 565
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 258 092		637 199	120 567	1 085 451

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Réalisations 2018</u>		<u>Réalisations 2019</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	53 148		414 242	86 557
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(457 619)	(261 017)	(340)	(261 357)
Sécurité publique	3	()	()	(912 095)	(912 095)
Transport	4	(29 423)	(539 585)	(1 834)	(541 419)
Hygiène du milieu	5	(4 117 403)	(559 549)	(104 383)	(663 932)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(1 680 222)	(2 412 948)	()	(2 412 948)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(6 284 667)	(3 773 099)	(1 018 652)	(4 791 751)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(26 888)	(51 116)	()	(51 116)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 552 000		754 856	754 856
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	26 888	51 116	9 793	60 909
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	121 057	1 095 210		1 095 210
Excédent de fonctionnement affecté	16			11 014	11 014
Réserves financières et fonds réservés	17	462 233	461 991	94 202	556 193
	18	610 178	1 608 317	115 009	1 723 326
	19	(1 149 377)	(2 215 898)	(148 787)	(2 364 685)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 096 229)	(2 215 898)	265 455	(2 278 128)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2018	2019	2019	Total
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 654 292	1 800 311	758 019	2 558 330
Débiteurs (note 5)	2	3 584 981	3 463 161	1 781 290	5 244 451
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	154 060	173 327		173 327
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	8 393 333	5 436 799	2 539 309	7 976 108
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10			608 234	608 234
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 686 612	1 512 170	933 570	2 445 740
Revenus reportés (note 12)	12	103 058	202 265		202 265
Dette à long terme (note 13)	13	11 149 190	10 005 022	3 815 485	13 820 507
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			167 721	167 721
	15	12 938 860	11 719 457	5 525 010	17 244 467
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(4 545 527)	(6 282 658)	(2 985 701)	(9 268 359)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	32 398 514	34 456 085	11 869 825	46 325 910
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19			4 817	4 817
Autres actifs non financiers (note 17)	20	354 060	34 395	319 094	353 489
	21	32 752 574	34 490 480	12 193 736	46 684 216
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	3 258 995	2 256 810	176 472	2 433 282
Excédent de fonctionnement affecté	23	481 974	426 147	233 703	659 850
Réserves financières et fonds réservés	24	1 966 963	2 140 748	270 426	2 411 174
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	()	()	58 318	(58 318)
Financement des investissements en cours	26	(1 096 230)	(3 312 128)	178 899	(3 133 229)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	23 595 345	26 696 245	8 406 853	35 103 098
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	28 207 047	28 207 822	9 208 035	37 415 857

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2018
Rémunération	1	2 131 070	2 108 652	4 063 014	4 319 600
Charges sociales	2	486 890	463 434	952 483	1 024 889
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	2 640 455	2 990 110	3 560 558	5 173 418
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	360 795	255 643	352 411	310 615
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	28 140	25 004	59 137	19 443
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	5 177 805	5 355 267	1 985 897	
Transferts	13				
Autres	14	387 590	290 125	290 125	
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	150 000	150 000	150 000	
Amortissement des immobilisations	17		1 384 808	1 875 914	1 799 452
Autres					
-	18				
-	19				
-	20				
	21	11 362 745	13 023 043	13 289 539	12 647 417

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Intérêts sur la dette à long terme	8
Autres charges	9
	10

Excédent (déficit) de l'exercice	11
---	-----------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	12
Placements de portefeuille	13
Débiteurs	14
Prêts aux entreprises	15
Provision pour moins-value	16 () ()
	17
	18

Passifs

Créditeurs et charges à payer	19
Revenus reportés	20
Dette à long terme	21
	22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23
Excédent (déficit) non affecté	24
	25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

Charges

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
	14
	15

Excédent (déficit) de l'exercice 16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
Débiteurs	19
Provision pour créances douteuses	20 () ()
	21
Autres	22
	23

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 433 282	3 441 580
Excédent de fonctionnement affecté	2	659 850	683 979
Réserves financières et fonds réservés	3	2 411 174	2 211 417
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (58 318) (75 645)
Financement des investissements en cours	5	(3 133 229)	(1 096 230)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	35 103 098	31 985 313
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	37 415 857	37 150 414
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 256 810	3 258 995
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	176 472	182 585
	11	2 433 282	3 441 580
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- - Plage	12	124 777	124 777
- - Affectation exercice suivan	13	221 033	276 860
- - Élection	14	30 337	30 337
- - Stationnement PV	15	50 000	50 000
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	426 147	481 974
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- - Projets spéciaux	22	133 763	202 005
- - Éventualités	23	99 940	
-	24		
	25	233 703	202 005
	26	659 850	683 979
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	490 063	199 878
Organismes contrôlés et partenariats	38	1 650 685	161 595
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	202 776	1 767 085
Organismes contrôlés et partenariats	40	67 650	82 859
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	2 411 174	2 211 417
	48	2 411 174	2 211 417

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (25 346)	(27 925)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	()
Autres	52 (32 972)	(47 720)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()	()
	54 (58 318)	(75 645)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()	()
Autres		
-	58 ()	()
-	59 ()	()
	60 (58 318)	(75 645)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 ()	()
Autres		
-	66 ()	()
-	67 ()	()
	68 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()	()
Autres		
-	72 ()	()
-	73 ()	()
	74 ()	()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 (58 318)	(75 645)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 221 116	
Investissements à financer	83 (3 354 345) ((1 096 230)
	84 (3 133 229)	(1 096 230)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 46 325 910	43 780 708
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 173 327	154 060
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 46 499 237	43 934 768
Ajustements aux éléments d'actif	91	(1 064 689)
	92 46 499 237	42 870 079
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	93 (13 820 507) (14 505 764)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (100 276) (91 009)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 2 524 644	3 712 007
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (11 396 139) (10 884 766)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (11 396 139) (10 884 766)
	101 35 103 098	31 985 313

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>3</u>	2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2016, le régime des cadres au 31 décembre 2018 et celui des employés de bureau au 31 décembre 2017.

« Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipale »

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, 2014, chap. S-2.1.1.) (« Loi RRSM »). La loi RRSM vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement aux services accumulés avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « volet antérieur ») et les services qui s'accumulent à compter du 1er janvier 2014 (ci-après le « volet courant »). Le présent rapport tient compte des ententes survenues entre les parties dans le cadre de la Loi RRSM pour les trois régimes de retraite. »

Description des régimes:

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: à l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnues antérieurement au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B et C des règlements des régimes.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

i) **Policiers syndiqués:** Tout participant peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge ou les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) **Cadres et employés de bureau et préposés aux communications:** Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date de la retraite normale.

c) Date de retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de retraite facultative.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables des régimes antérieurs, telle que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime. Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0.5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception de 0.35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables aux régimes antérieurs, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire, exception de 60 versements garantis au volet courant pour le régime des employés de bureau et des préposés aux communication.

7. Invalidité

Pour le régime des policiers syndiqués, il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

a) Cadres : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSB, les rentes sont indexées selon 23,55% de l'IPC, sujet à un maximum de 2%.

b) Policiers syndiqués : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSB, les rentes sont indexées selon 50% de l'IPC, sujet à un maximum de 2%.

c) Employés de bureau et préposés aux communications : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles.

9. Règle du 50% (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations salariales

a) Policiers syndiqués: Volet courant: 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquiescement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2016, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,39% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

b) Cadres: Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquiescement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2018, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9,85% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquiescement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2017, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 10,45% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

11. Cotisation patronale

Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquiescement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Se référer à la section cotisations salariales pour les pourcentages versés selon l'évaluation actuarielle. En plus de cette cotisation, l'employeur doit verser 50 % de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Volet antérieur : Au cours de chaque exercice financier, l'employeur verse la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (158 893)	(160 773)
Charge de l'exercice	4 (157 364)	(152 294)
Cotisations versées par l'employeur	5 148 536	154 174
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(167 721)</u>	<u>(158 893)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 5 327 729	4 944 437
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (5 552 216)	(5 246 010)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (224 487)	(301 573)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 56 766	142 680
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (167 721)	(158 893)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(167 721)</u>	<u>(158 893)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 5 327 729	4 944 437
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (5 552 216)	(5 246 010)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 <u>(224 487)</u>	<u>(301 573)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 238 209	226 541
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	9 701
	20 238 209	236 242
Cotisations salariales des employés	21 (118 996)	(111 784)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 119 213	124 458
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 15 077	10 619
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(2 185)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>134 290</u>	<u>132 892</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 307 692	287 939
Rendement espéré des actifs	34 (284 618)	(268 537)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 23 074	19 402
Charge de l'exercice	<u>157 364</u>	<u>152 294</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 287 188	193 329
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (284 618)	(268 537)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 2 570	(75 208)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 68 268	11 581
Prestations versées au cours de l'exercice	40 171 426	184 283
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 5 374 407	4 750 583
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 132 586	120 306
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 11 449	30 022
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,70 %	5,70 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,70 %	5,70 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2019		2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs				
Actif (passif) au début de l'exercice	55			
Charge de l'exercice	56	()		()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57			
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()		()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61			
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63			
Provision pour moins-value	64	()		()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs				
Nombre de régimes et avantages en cause	66			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()		()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69			
Charge de l'exercice				
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70			
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71			
	72			
Cotisations salariales des employés	73	()		()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()		()
	75			
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76			
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79			
Variation de la provision pour moins-value	80			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____ 3

Description des régimes et autres renseignements**Ville Otterburn Park**

REER collectif

7% employés ; 7% employeurs

Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu

Régime de retraite simplifié

La Régie offre à ses employés réguliers pompier et cadre un régime de retraite simplifié où l'employeur et l'employé cotisent chacun 9 % du salaire régulier de l'employé.

Le taux de la contribution varie pour les employés pompier à temps partiel selon la municipalité de provenance.

Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée du Richelieu

REER collectif

Cols bleu 8% employés ; 8% employeurs

Cadres 9% employés ; 9% employeurs

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115	102 712
	146 740	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	33
	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Cotisations des élus au RREM	117 <u>7 599</u>	<u>7 926</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	118 10 599	10 339
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	
	120 <u>10 599</u>	<u>10 339</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	8 575 480	8 575 480	8 082 157
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	8 575 480	8 575 480	8 082 157
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	697 790	697 790	678 657
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	867 786	867 786	844 329
Matières résiduelles	13	818 181	818 181	781 528
Autres				
- Piscine	14	91 360	91 360	68 760
- Compteur eau	15	5 630	5 630	4 008
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	32 845	32 845	33 037
Service de la dette	18	105 648	105 648	105 122
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	2 619 240	2 619 240	2 515 441
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	2 619 240	2 619 240	2 515 441
	27	11 194 720	11 194 720	10 597 598

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	18 564	18 564	18 618
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	75 452	75 452	71 107
	36	94 016	94 016	89 725
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	94 016	94 016	89 725
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	94 016	94 016	89 725

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	500	500	32 228
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	12 468	12 468	12 451
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			11 821
Réseau de distribution de l'eau potable	69	32 769	45 789	32 070
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71	32 769	32 769	32 070
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	113 586	113 586	325 317
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87			137 621
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	192 092	205 112	583 578

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		86 557	
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130		86 557	

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138			
	139			
TOTAL DES TRANSFERTS	140	192 092	291 669	583 578

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143		5 616	21 583
	144		5 616	21 583
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146		18 192	35 087
Sécurité civile	147			
Autres	148		1 061	
	149		19 253	35 087
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		13 542	13 225
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158	164 139	164 139	155 374
Réseaux d'égout	159	18 498	18 498	16 200
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167	58 984	58 984	11 340
	168	241 621	255 163	196 139
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			9 976
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			253 417
	180			263 393
Réseau d'électricité	181			
	182	241 621	280 032	516 202

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	183			
Évaluation	184			
Autre	185	39 273	39 273	
	186	39 273	39 273	
Sécurité publique				
Police	187	4 590	112 601	89 821
Sécurité incendie	188			
Sécurité civile	189			
Autres	190			
	191	4 590	112 601	89 821
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192			
Enlèvement de la neige	193			
Autres	194			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195			
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			
Autres	199			
	200			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202			
Traitement des eaux usées	203			
Réseaux d'égout	204			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205			
Matières recyclables	206			
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210			
	211			
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216			
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218			
Autres	219			
	220			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221			
Activités culturelles				
Bibliothèques	222			
Autres	223	118 285	118 285	
	224	118 285	118 285	
Réseau d'électricité	225			
	226	162 148	270 159	89 821
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	403 769	550 191	606 023

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	33 072	36 662	37 875
Droits de mutation immobilière	229	677 577	677 577	482 963
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231			
	232	710 649	714 239	520 838
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	3 100	242 187	239 491
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	200 224	222 556	186 968
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236	179 327	169 514	1 549
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			53 148
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	45 921	75 890	179 007
	245	225 248	245 404	233 704
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2019			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
Non audité						
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	285 909		285 909	285 909	280 787
Greffe et application de la loi	2	219 613		219 613	219 613	173 636
Gestion financière et administrative	3	1 334 122	58 768	1 392 890	1 392 890	1 197 115
Évaluation	4	142 764		142 764	142 764	139 782
Gestion du personnel	5	1 153		1 153	1 153	180
Autres						
-	6	48 180		48 180	48 180	144 441
-	7					
	8	2 031 741	58 768	2 090 509	2 090 509	1 935 941
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 310 524		1 310 524	1 580 681	1 515 237
Sécurité incendie	10	1 275 396	159 908	1 435 304	1 155 756	1 277 705
Sécurité civile	11	64 082		64 082	53 811	
Autres	12				10 977	61 133
	13	2 650 002	159 908	2 809 910	2 801 225	2 854 075
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 431 756	444 588	1 876 344	1 876 344	1 626 463
Enlèvement de la neige	15	156 422		156 422	156 422	139 769
Éclairage des rues	16	35 140		35 140	35 140	38 726
Circulation et stationnement	17	29 783		29 783	29 783	14 775
Transport collectif						
Transport en commun	18	755 578		755 578	755 578	927 544
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	2 408 679	444 588	2 853 267	2 853 267	2 747 277

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2019			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	418 984		418 984	406 253	475 852
Réseau de distribution de l'eau potable	24	157 656	259 708	417 364	417 364	299 425
Traitement des eaux usées	25	556 737	259 708	816 445	973 456	1 104 852
Réseaux d'égout	26	200 619		200 619	200 619	64 165
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	214 310		214 310	214 310	216 519
Élimination	28	211 912		211 912	211 912	216 519
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	69 039		69 039	69 039	73 157
Tri et conditionnement	30	52 835		52 835	52 835	55 322
Matières organiques						
Collecte et transport	31					313 863
Traitement	32	357 852		357 852	357 852	
Matériaux secs	33	25 942		25 942	25 942	9 800
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	2 265 886	519 416	2 785 302	2 929 582	2 829 474
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	336 509	23 874	360 383	360 383	320 010
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	336 509	23 874	360 383	360 383	320 010

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2019			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	435 490	123 777	559 267	559 267	519 426
Patinoires intérieures et extérieures	54	205 742		205 742	205 742	139 476
Piscines, plages et ports de plaisance	55	253 722		253 722	253 722	993
Parcs et terrains de jeux	56	361 148		361 148	361 148	597 148
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	1 256 102	123 777	1 379 879	1 379 879	1 257 043
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	253 379	47 119	300 498	300 498	180 318
Bibliothèques	62	155 290	7 358	162 648	162 648	193 221
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	408 669	54 477	463 146	463 146	373 539
	67	1 664 771	178 254	1 843 025	1 843 025	1 630 582
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	255 643		255 643	352 411	243 156
Autres frais	70					67 459
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71				23 074	19 402
Autres	72	25 004		25 004	36 063	41
	73	280 647		280 647	411 548	330 058
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75	1 384 808	(1 384 808)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Otterburn Park

Code géographique : 57030

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018	
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			4 117 402
Usines de traitement de l'eau potable	2			8 622
Usines et bassins d'épuration	3		101 182	35 976
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 041 123	1 041 123	
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			1 583 975
Autres infrastructures	11	2 177 817	2 177 817	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		284	
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15		14 452	
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		513 731	70 639
Ameublement et équipement de bureau	18		24 369	13 070
Machinerie, outillage et équipement divers	19		364 634	5 777
Terrains	20			
Autres	21	554 159	554 159	553 867
	22	3 773 099	4 791 751	6 389 328

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			4 117 402
Usines de traitement de l'eau potable	24			8 622
Usines et bassins d'épuration	25		101 182	35 976
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27	3 218 940	3 218 940	1 583 975
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	554 159	1 471 629	643 353
	34	3 773 099	4 791 751	6 389 328

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	1 767 085	109 555	158 304	1 718 336
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	208 592	491 871		700 463
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	8 909 089	19 482	1 015 921	7 912 650
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	10 884 766	620 908	1 174 225	10 331 449
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 712 007		1 187 363	2 524 644
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	3 712 007		1 187 363	2 524 644
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	3 712 007		1 187 363	2 524 644
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 712 007		1 187 363	2 524 644
	19	14 596 773	620 908	2 361 588	12 856 093
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21		(415 988)	(1 064 691)	1 064 690
Dette à long terme	22	14 596 773	204 920	1 296 897	13 920 783

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	10 084 692
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	3 312 128
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	1 650 685
--	---	-----------

Débiteurs	9	2 151 522
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	9 594 613
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	4 039 687
--	----	-----------

Endettement net à long terme	17	13 634 300
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	160 276
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	43 032
---------------------------	----	--------

Autres organismes	20	610 102
-------------------	----	---------

Endettement total net à long terme	21	14 447 710
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	14 447 710
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	113 198	113 198	
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4	1 277 679	228 313	
Sécurité incendie	5	1 260 150	(16 145)	
Sécurité civile	6			
Autres	7	42 164	30 620	
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	755 578	755 578	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	974 609	(57 556)	
Matières résiduelles	12	931 889	931 889	
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	5 355 267	1 985 897	

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019***Non audité*

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	3 773 099	6 284 667
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	3 773 099	6 284 667

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	7,00	40,00	14 560,00	631 210	126 215	757 425
Professionnels	2						
Cols blancs	3	9,00	35,00	16 443,00	530 632	116 829	647 461
Cols bleus	4	13,50	39,00	27 374,00	815 569	192 555	1 008 124
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	29,50		58 377,00	1 977 411	435 599	2 413 010
Élus	9	7,00			131 241	27 835	159 076
	10	36,50			2 108 652	463 434	2 572 086

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	32 769				32 769
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	32 769				32 769
Autres	16	126 554				126 554
	17	192 092				192 092

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	5 373	4 164
	4	5 373	4 164
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	8 586	6 654
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	8 586	6 654
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	86 542	67 066
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	86 542	67 066
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	34 610	26 821
Traitement des eaux usées	18	42 964	33 295
Réseaux d'égout	19	27 840	21 575
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23	357	277
Protection de l'environnement	24	3 536	2 740
Autres	25	905	701
	26	110 212	85 409
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	9 571	7 417
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	9 571	7 417
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	30 452	23 599
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	29 911	23 180
	39	60 363	46 779
Réseau d'électricité			
	40		
	41	280 647	217 489

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Denis Parent	38 220	15 273
Jacques Portelance	9 729	4 853
Louis Côté	10 573	5 275
Jean-Marc Fortin	9 729	4 853
Alexandre Dubé-Poirier	9 729	4 853
Mario Borduas	9 729	4 853
François Cardinal	9 929	4 853

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 900 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	\$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	\$	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	19 988 \$	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	\$	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input checked="" type="checkbox"/>	23 <input type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	\$
b) autres formes d'aide	35 _____	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

42 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 _____

b) Date d'adoption de la résolution

45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI

NON

46 47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 _____ 2019-12-378

b) Date d'adoption de la résolution

49 _____ 2019-12-16

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Otterburn Park

Code géographique : 57030

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL****RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Au trésorier de la Ville d'Otterburn Park,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville d'Otterburn Park (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Par Robert Arbour CPA auditeur, CA
Montréal le 24 août 2020

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	11 194 720
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	173 407
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	32 845
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	10 988 468

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	975 210 700
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>983 095 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>979 152 900</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Otterburn Park

Code géographique : 57030

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	8 532 235
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	147 300
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	8 679 535

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	791 500
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	871 700
Matières résiduelles	13	969 700
Autres		
- Compensations	14	80 400
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	2 713 300
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	2 713 300
	27	11 392 835

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	75 700
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	75 700

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	
	9	

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	75 700

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	75 700

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets	
Taxes sur la valeur foncière										
Taxes générales										
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X	2	/100\$	3					
Taxe foncière générale (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X	5	0,8353 /100\$	6				7 791 960	
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X	8	1,1135 /100\$	9				171 460	
Immeubles non résidentiels	10	X	11	2,0883 /100\$	12				310 079	
Immeubles industriels	13	X	14	/100\$	15					
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	16	X	17	0,8353 /100\$	18				116 947	
Autres	19	X	20	/100\$	21					
Immeubles agricoles	22	X	23	0,8353 /100\$	24				18 785	
Total					25	8 409 231	26 ()	27 ()	28 123 004	29 8 532 235

Taxes spéciales										
Service de la dette (taux unique)										
Service de la dette (taux variés)	30	X	31	/100\$	32					
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X	34	/100\$	35					
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X	37	/100\$	38					
Immeubles non résidentiels	39	X	40	/100\$	41					
Immeubles industriels	42	X	43	/100\$	44					
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	45	X	46	/100\$	47					
Autres	48	X	49	/100\$	50					
Immeubles agricoles	51	X	52	/100\$	53					
Total					54		55 ()	56 ()	57 147 300	58 147 300

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X 2	/100\$ 3					
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X 5	/100\$ 6					
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X 8	/100\$ 9					
Immeubles non résidentiels 10	X 11	/100\$ 12					
Immeubles industriels 13	X 14	/100\$ 15					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X 17	/100\$ 18					
Autres 19	X 20	/100\$ 21					
Immeubles agricoles 22	X 23	/100\$ 24					
Total			25	26 ()	27 ()	28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	X 31	/100\$ 32					
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X 34	/100\$ 35					
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X 37	/100\$ 38					
Immeubles non résidentiels 39	X 40	/100\$ 41					
Immeubles industriels 42	X 43	/100\$ 44					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X 46	/100\$ 47					
Autres 48	X 49	/100\$ 50					
Immeubles agricoles 51	X 52	/100\$ 53					
Total			54	55 ()	56 ()	57	58
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X 60	% 61		62 ()	63 ()	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	2 0 4	,	0 0	\$
Égout	2		,		\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4	2 5 5	,	0 0	\$
Matières résiduelles	5	2 9 2	,	0 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	11 392 835
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	186 050
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	11 206 785

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 965 329 500

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12

		1
--	--	---

 ,

1	6	0	9
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	312 959		235 155		171 910	18 965
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	312 959		235 155		171 910	18 965

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	7 940 546			8 679 535
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	2 713 300			2 713 300
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	10 653 846			11 392 835

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	6 746 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-16	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>11 521 105 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>1 066 775 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>281 880 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>\$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Dominique Valiquette , atteste que le rapport financier consolidé de Otterburn Park pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-08-24.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Otterburn Park.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Otterburn Park consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Otterburn Park détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-09-08 13:24:06

Date de transmission au Ministère : 2020/09/08